



FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES FONDÉE PAR EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 491 8 €

- PORTRAIT: (p.1-2,6-7)
LAURENT ALEXANDRE
- POLITIQUE: (p.3-4)
- LOBBIES: (p.5)
- ENQUÊTE: (p.8-9)
RÉMY DAILLET-WIEDEMANN
- KIOSQUE: (p.10-11)
- POLITIQUEMENT INCORRECT: (p.12)

INDEX

Abichiche R.	p.5	Évin C.	p.2
Adenot S.	p.5	Fauci A.	p.5
Alexandre J.-M.	p.2	Florida R.	p.5
Alexandre L.	p.1	Friedman J.	p.8
Artus P.	p.2	Giuliano F.	p.2
Austruy P.	p.2	Honig S.	p.5
Babeau O.	p.7	Hubert E.	p.2
Bailly O.	p.4	Kurzweil R.	p.6
Bannel C.	p.6	Launois R.	p.2
Barcl V.	p.8	Léoni P.	p.6
Barnabé J.	p.2	Madelin A.	p.2
Barrot J.-N.	p.5	Mailhuret C.	p.6
Bel Hadj L.	p.10	Marcillac A. de ...	p.2
Boisdeffre P. de ...	p.8	Nouzarède J.	p.7
Bostrom N.	p.6	Pautrat R.	p.2
Breton T.	p.4	Pisar J.	p.9
Calmels D.	p.7	Plencl E.	p.8
Chiche M.	p.5	Raya A.	p.10
Choulika A.	p.7	Rozenberg F.	p.5
Daillet M.	p.9	Sarközy F.	p.2
Daillet R.	p.8	Sichel O.	p.7
Delassus P.	p.10	Tabouteau D.	p.2
Delmas F.	p.5	Vallancien G.	p.2
Demurger P.	p.7	Vandenhende E. ...	p.5
Dispot T.	p.6	Vedel R.	p.4
Doligé E.	p.6	Véjux S.	p.4
Dufourcq N.	p.7	Wiedemann F.	p.8

PORTRAIT

LAURENT ALEXANDRE

Toujours du côté du manche, son mépris des Gilets jaunes et du professeur Raoult ont fait du « docteur Alexandre » une des principales cibles de *Hold-Up*, le documentaire explosif sur le Covid-19 visionné des millions de fois sur Internet. Avant de se recycler en caution scientifique du récit officiel de la « pandémie », l'urologue devenu futurologue officiait depuis une dizaine d'années comme VRP du transhumanisme en France avec un discours bâti sur une opposition entre « néomalthusiens collapsologues » et « transhumanistes rêvant de coloniser le cosmos ». Un clivage factice puisqu'il constitue les deux faces d'une même pièce: le *Great Reset*. S'il est incontestablement l'« éditocrate » du moment, son véritable parcours, ses réseaux et l'origine de sa fortune n'ont toutefois jamais été dévoilés...

« Derrière un visage sec, ses réponses fusent, même s'il n'aime pas parler de lui. Il apparaît plutôt comme un bourgeois cool, le jean foncé et la chemise rayée. [...] Il jette un œil sur le smartphone qui l'enregistre, le juge rapidement pour le ranger aux rayons des antiquités, puis vous dissèque pour mesurer à qui il a affaire. [...] Personnage caméléon, Laurent Alexandre est devenu le chantre du transhumanisme en France. Cette doctrine futuriste, venue de la Silicon Valley, mise sur l'intelligence artificielle pour abolir la maladie et la mort. Elle représente aussi un business ».

Le Vif, 5 mai 2017.

« Dieu n'existe pas encore: il sera l'homme de demain, doté de pouvoirs quasi infinis grâce aux nanotechnologies, biotechnologies, informatique et sciences cognitives (NBIC). L'homme va réaliser ce que seuls les dieux étaient supposés pouvoir faire: créer la vie, modifier notre génome, reprogrammer notre cerveau et euthanasier la mort. »

Laurent Alexandre, *Le Monde*, 3 novembre 2015.

« Je ne suis pas obsessionnel, mais hystérique. »

Laurent Alexandre, *Vanity Fair*, juin 2018.

« La richesse est, pour lui, un signe d'intelligence supérieure. Laurent est un grand darwinien. »

Aquilino Morelle, cité par *GQ*, mars 2016.

« Un gourou qui décrit un avenir pas si lointain où la puissance de l'informatique, mêlée aux progrès de la médecine et de l'infiniment petit (les nanotechnologies), rendra l'homme surpuissant, immortel... ou esclave de l'intelligence artificielle. »

L'Obs, 9 février 2017.

« Monsieur Alexandre est présenté comme un « expert en intelligence artificielle ». Je n'en vois pas la raison: il n'a jamais publié dans une revue savante du domaine, ne travaille pas comme informaticien dans le département de R&D en IA d'une entreprise de haute technologie. [...] Il n'est, académiquement parlant, que le coauteur de quelques études sur le dysfonctionnement érectile chez le rat. »

Philippe Huneman, directeur de recherche au CNRS, 11 octobre 2019.

« Il dit n'importe quoi sur l'Intelligence Artificielle, tout en changeant d'avis tous les trois mois. »

Luc Julia, vice-président innovation chez Samsung, *Stratégies*, 20 juin 2019.

(Suite page 2)>>



PORTRAIT

>>(suite de la page 1)

Laurent Alexandre est né le 10 juin 1960 dans le XVI^e arrondissement de Paris. Dans le milieu médical, beaucoup persiflent sur une carrière facilitée par un lien de parenté avec le pharmacologue **Jean-Michel Alexandre**. Mis en lumière par le rapport de l'IGAS sur le *Mediator* rendu en janvier 2011 où étaient pointés ses liens financiers avec les laboratoires Servier, ce dernier fut, sous l'autorité de **Simone Veil**, la personnalité française la plus influente en matière de médicaments, entre les années 1980 et 2000, en tant que directeur de l'évaluation de l'Agence du médicament, président de la Commission d'autorisation de mise sur le marché (AMM) et du Comité des spécialités pharmaceutiques de la Commission européenne. Rien ne permet toutefois d'accréditer cette rumeur tenace, alimentée par l'extrême discrétion que Laurent Alexandre entretient sur sa vie privée.

Pur produit du triangle d'or Neuilly-Auteuil-Passy, il est le fils de **Gérard Alexandre** et de **Nicole Zisermann**, un couple de dentistes parisiens. Sa sœur cadette, **Marion Alexandre**, est psychiatre. Questionné sur son pedigree par le Conseil représentatif des institutions juives de France, Laurent Alexandre devait confier : « Je ne crois pas être considéré comme un intellectuel juif. Je suis 25 % ashkénaze du côté de mon grand-père. Je ne suis pas juif au sens juridique du terme mais je suis un compagnon de route de la communauté organisée » (*Les Amis du CRIF*, 21 novembre 2017). Six mois plus tard, il participera aux *Rencontres France-Israël Ascensionnelles* organisées à Tel-Aviv par l'Association des médecins israéliques de France (AMIF).

Laurent Alexandre s'est installé à la fin des années 2000 dans la commune d'Ixelles (Belgique) avec ses trois enfants et sa compagne, **Anne Daney de Marcillac**. Née le 15 août 1964 à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), ingénieur agronome de formation, passée par Sciences-Po Paris (promotion 1988), elle deviendra son associée d'affaires après avoir fait l'essentiel de sa carrière à la direction des études de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. (1991-2007) Présenté dans l'hebdomadaire belge *Le Vif* (5 mai 2017) comme « le prototype même du Français exilé à Bruxelles », Laurent Alexandre s'insurge contre le « poujadisme de gauche » visant les exilés fiscaux, tout en brandissant la carte de l'« Européen convaincu » : « Je suis toujours dans mon pays, et mon pays, c'est l'Europe. [...] Vivre à Bruxelles, c'est être en total décalage avec une politique populiste, son repli sur soi, sa fermeture des frontières. On a tous intérêt à se mélanger à l'intérieur de l'Union ».

Interne des hôpitaux de Paris en urologie, il s'est lié au début des années 1990 avec son chef de clinique, **Guy Vallancien**. Connu pour avoir opéré **François Mitterrand** en juin 1995, cet homme de réseau (franc-maçon, cacique du club Le Siècle, etc.), aujourd'hui actif dans la promotion de la « médecine numérique », fera de Laurent Alexandre un des administrateurs du Cercle Santé Société, son club fondé en 2005, regroupant **Patrick Artus** (Natixis), la « Juppette » **Élisabeth Hubert**, le socialiste **Claude Évin** (anciens ministres de la Santé), **Didier Tabuteau** (ancien directeur général de l'Agence du médicament, conseiller d'État et titulaire de la chaire Santé à Sciences-Po Paris, très proche de **Jérôme Salomon**) ou encore le pédiatre **François Sarközy** (frère de **Nicolas Sarközy**, ancien président de Publicis Healthcare Consulting,

le département « santé » du groupe Publicis). En lien avec l'urologie, sa spécialité, Laurent Alexandre cofondera, en 1999, Pelvipharm, un laboratoire de recherche financé par Pfizer pour la réalisation d'études relatives au *Viagra*. De cette activité, il tire sa maigre production scientifique, à savoir quelques articles sur le dysfonctionnement érectile chez le rat, cosignés avec **François Giuliano**, **Jacques Barnabé** et **Alain Jardin**, le « pape » de l'urologie en France.

Proche des milieux libéraux et du Parti républicain, il milite dès le milieu des années 1980 pour l'importation en France des *Health Maintenance Organizations* américaines sous la houlette de l'économiste de la santé **Robert Launois**. Brièvement secrétaire national de Démocratie libérale (1997), il est resté très proche d'**Alain Madelin**. Lorsque ce dernier se présente à l'élection présidentielle de 2002, on le retrouve dans l'organigramme de campagne en tant que conseiller santé aux côtés de **Philippe Austruy**, président de Medidep, le groupe de maisons de retraite racheté par Korian en 2003, dont Laurent Alexandre est alors administrateur. Se définissant aujourd'hui comme un « libéral de centre-gauche », il se présente comme un « enmarchiste » agissant depuis l'extérieur.

Un pied dans le Big Pharma, un autre dans la politique, ce diplômé de Sciences-Po Paris (section Service public, promotion 1989) et d'un MBA (à l'époque ISA) de HEC, a été affecté à sa sortie de l'ENA (promotion Antoine-de-Saint-Éxupéry, 1994) dans le corps des tribunaux administratifs. S'il se vante aujourd'hui de ne pas avoir honoré ses quatre années dans la fonction publique, d'être « parti sur-le-champ » sans avoir remboursé ses frais de scolarité (*Vanity Fair*, juin 2018), *Intelligence Online* mentionne toutefois un passage auprès de **Philippe Douste-Blazy**, ministre délégué à la Santé au sein du cabinet que ce dernier partageait alors avec **Simone Veil**, puis auprès du préfet franc-maçon **Rémy Pautrat**, ancien directeur de la DST et pionnier de l'intelligence économique (renseignement d'affaires) en France. Complètement effacée de sa biographie officielle, cette période de son parcours coïncide avec le lancement, en 1995, de Medcost, généralement présentée comme une petite société de logiciels destinés aux professionnels de santé, valorisée à 50 millions de francs quatre ans après son lancement (*Capital*, mai 1999), puis introduite en bourse le 25 mai 2000 après avoir prospéré dans le secteur de l'Internet médical avec la fabrication de sites Internet, la gestion d'intranets, etc.

Si publiquement, Laurent Alexandre vend déjà du rêve (« un système de régulation du diabète par le Wap [sic] » promet-il dans *Libération* du 3 mars 2001), Medcost aurait été bien plus qu'un simple prestataire de services et aurait joué le rôle de cheval de Troie d'une « opération d'intelligence sur les dossiers médicaux » s'appuyant sur le « carnet d'adresses influent dans le milieu médical » de Laurent Alexandre à en croire *Intelligence Online* (6 septembre 2001) : « Les dossiers de santé des patients des hôpitaux français deviennent un enjeu de taille pour les professionnels de l'intelligence stratégique. L'un d'eux gère le filon... et attend les commandes des laboratoires. [...] [Pour] le traitement statistique de millions de dossiers d'hospitalisation individuels [...], l'ensemble des informations est en réalité concédé [NDA : par qui et à quel titre ?] à une société informatique spécialisée dans la santé : Medcost. [...] »

(Suite page 6)>>



POLITIQUE

✱ Élections américaines: l'avis d'un expert.
« Sur la fraude, ce n'est pas parce que **Donald Trump** le dit que c'est forcément faux. Il y a des choses qui sont discutables. Quand il y a des sacs entiers de bulletins qui arrivent encore aujourd'hui [6 novembre] alors que le vote s'est terminé mardi [3 novembre]... [...] c'est vrai que c'est discutable surtout quand on ouvre les sacs et que c'est 100 % pour **Joe Biden**. D'un point de vue démocratique, cette histoire de vote par correspondance pose énormément de problèmes, c'est incontestable. On voit bien tout ce qui est possible d'être fait. » **Julien Dray**, ancien porte-parole du Parti socialiste, *CNews*, 6 novembre 2020.

► Ce fut là, en France, un des rares (le seul?) moment de vérité émanant d'un « avis autorisé » sur une élection américaine où l'étendue du raz-de-marée « rouge » aura contraint les organisateurs de la fraude à avoir la main si lourde que cette fraude s'est étalée au grand jour, entraînant par ricochet une vague de censure d'une ampleur totalement inédite dans le « monde libre ». Nous ne reviendrons pas sur les détails de cette fraude, la plus complète des compilations étant disponible sur <https://hereistheevidence.com/> dont nous avons archivé l'intégralité du contenu.

► À l'occasion de ce coup d'État médiatique, les GAFA ont d'abord tenté de vider l'océan à la petite cuillère, avant de s'aligner sur la censure déployée par les médias de masse (*corporate media*) qui, dès le début, ont interrompu les prises de parole du président élu en exercice. En France, le rouleau compresseur de la propagande a été symbolisé par la couverture orwellienne de *Paris Match* (12 novembre 2020) : **Joe Biden**, le nouveau visage de l'Amérique.

✱ Pendant que le monde assistait ébahi à cette guerre informationnelle et psychologique, émergeait, en toile de fond, un récit alternatif décrivant un processus sous contrôle, prévu pour pousser l'adversaire à la faute dans le cadre du « plan » (sous-entendu « militaire ») dont **Donald Trump** serait la figure de proue. Reprenant les mots d'ordre « *trust the plan* » (croire au plan), « *release the kraken* » (libérer la pieuvre) et « *stay tuned* » (restez à l'écoute) lancés par l'entourage de **Donald Trump**, ce mouvement international (relayé en français par l'indépendantiste québécois **Alexis Cossette-Trudel**) rencontre une audience dans tous les milieux et les classes sociales : **Christine Deviers-Joncour**, par exemple, passe désormais ses journées à relayer sur Twitter les informations issues de cette mouvance. Aussi, la prudence d'un **Gérard Araud** ou d'une **Laurence Haïm**, authentiques Washingtoniens, traduit-elle le doute qui a gagné le camp mondialiste quant à l'existence du supposé « plan ».

► Si la cause du vote par correspondance est entendue de longue date – supprimé en France à l'issue du conseil des ministres du 12 novembre 1975 afin de lutter contre la fraude électorale –, la parodie d'élection aux États-Unis a ouvert le dossier aussi épineux que mal documenté du vote électronique et par extension, du vote électronique par correspondance.

► Cette problématique a été mise en lumière à la suite des déclarations de **Louie Gohmert**, représentant républicain du Texas à la Chambre des représentants, relativement à une intervention des forces armées américaines à Francfort pour la saisie de serveurs de **Scytl**, une société de logiciels électoraux basée à Barcelone (cf. *Truth found in german servers*, *Newsmax TV*, 9 novembre) hébergeant les données de **Dominion Voting Systems**. Cette opération, qui aurait fait cinq morts lors d'affrontements entre la CIA et la DIA (le renseignement militaire américain), aurait été engagée après la réception, le 7 novembre par la Maison-Blanche, d'un « dossier arrivé depuis Paris au siège du **MI6** à Vauxhall Cross, la veille au soir, confirmant une fraude » selon l'avocat britannique **Michael Shrimpton** (*Veterans Today*, 9 novembre). Il va sans dire que nous insistons ici sur l'usage du conditionnel.

✱ Les liens entre **Dominion Voting Systems** et le Parti démocrate ont été confirmés par les sites de vérification des faits des gros médias : contrôlée depuis juillet 2018 par **Staple Street Capital** dont est administrateur **William E. Kennard** (nommé par **Barack Obama** ambassadeur des États-Unis auprès de l'Union européenne dans le cadre des négociations TAFTA), **Dominion**, qui a embauché comme lobbyiste **Nadeam Elshami**, l'ancien chef de cabinet de **Nancy Pelosi**, compte parmi ses investisseurs (via **Avid Technology**) **Richard Blum** (l'époux de la sénatrice démocrate **Dianne Feinstein**) et a perçu 2,25 millions de dollars de la **Clinton Global Initiative** par le biais de **DELIAN**, un « projet philanthropique visant à aider les démocraties émergentes souffrant de violences postélectorales dues aux délais dans le comptage des votes [sic] ».

► Dans un démenti sibyllin quant aux liens entre **Dominion Voting Systems** et **Scytl**, **Jonathan Brill**, le directeur général des opérations américaines de **Scytl**, a confirmé avoir fourni des services lors des élections du 3 novembre, tout en assurant que les serveurs de sauvegarde basés à Francfort avait été fermés en septembre 2019 après leur utilisation dans le cadre d'« un projet spécifique pour le Parlement européen en 2019 » (*Associated Press*, 15 novembre), à savoir la publication des résultats des dernières élections européennes après la coréalisation de sondages avec **TNS** durant la campagne électorale.



POLITIQUE

► Le problème n'est pas nouveau. Le 14 mai 2012, *Numerama* expliquait : « Le sujet est particulièrement sensible aux États-Unis, notamment depuis que l'Espagnol Scytl a acquis en janvier 2012 l'Américain SOE Software, dont les solutions de vote sont utilisées par plus de 900 administrations publiques, dans 26 États américains. Une étude menée en 2008 à la demande de l'État de Floride recense les nombreuses vulnérabilités du logiciel *Pnyx. core ODBP 1.0*, développé par Scytl. Et conclut que le système peut être l'objet d'attaques compromettant l'intégrité du vote. [...] Depuis le rachat de SOE Software par Scytl, les demandes de l'arrêt du vote par Internet dans le pays se multiplient ».

✱ Présentée comme le « leader mondial en matière de solutions de vote électronique », Scytl avait été déclarée en cessation de paiement l'été dernier avec des dettes s'élevant à plus de 75 millions d'euros, puis repris, une semaine avant l'élection américaine, par le Britannique Paragon Group. Se pencher sur l'histoire de Scytl révèle nombre d'antécédents pour le moins problématiques : attaque sur l'élection interne du Nouveau Parti démocratique au Canada en 2012, plus d'un mois de retard dans la livraison des résultats en Équateur en 2014, une rupture de contrat avec l'État norvégien en raison des défaillances de sécurité et des coûts pratiqués, une interdiction de l'utilisation de son système de vote par les autorités suisses prononcée à l'occasion des référendums de mai 2019 après des tests défaillants, etc.

✱ En France, la société Scytl agit comme sous-traitant d'Atos depuis 2009, une coopération mise en lumière en 2012 lorsque *Numerama* avait été contrainte de supprimer la publication d'un document interne et confidentiel, une feuille de route adressée au ministère des Affaires étrangères pour l'hébergement du vote par Internet des Français de l'étranger (700 000 électeurs).

Online Platforms Configuration Guide
Ministère des Affaires Étrangères et Européennes
Elections législatives de 2012 pour les Français de l'étranger - vote électronique

Atos
scytl

Strictly confidential

Scytl Secure Electronic Voting

STRICTLY CONFIDENTIAL

Use only for evaluation purposes

► Totalelement explosif, ce document laissait notamment entendre que les mesures exigées par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) n'étaient pas prévues par Atos et Scytl. Parallèlement, la CNIL avait exprimé à plusieurs reprises ses réserves quant au fait qu'un même prestataire puisse avoir accès à la fois aux mots de passe et aux identifiants des électeurs. Dans cette passionnante enquête, *Numerama* abordait notamment les failles de sécurité inhérentes à un système structurellement opaque, piloté depuis l'étranger par des opérateurs privés, non soumis, en vertu du « secret industriel », aux règles élémentaires de la transparence démocratique. Sur ce point, on consultera également *Bug d'Atos dans le vote électronique* (*La Lettre A*, 8 juin 2012) et *Un scrutin pas si Net* (*Libération*, 2 juin 2012).

✱ Or, depuis 2009, Scytl a sans cesse remporté les appels d'offres du Quai d'Orsay (le marché public n'a jamais été résilié malgré nombre d'avertissements en interne, également formulés par la Cour des Comptes), agissant toujours comme sous-traitant du gestionnaire de services informatiques Atos dont les liens avec le pouvoir politique sont pour le coup tout à fait officiels. L'ancien Premier ministre **Édouard Philippe** vient d'en rejoindre le conseil d'administration après sa réélection au Havre (grâce à un « deal à l'ancienne » conclu avec le communiste **Jean-Paul Lecoq** comme l'a révélé *La Lettre de l'Expansion* dans son édition du 15 juin 2020). Fait rarissime pour une société du CAC40, Atos a biffé l'identité du second administrateur nommé à ses côtés. De quoi alimenter encore les soupçons, d'autant que cette nomination est intervenue dans la foulée du départ de son PDG **Thierry Breton** (2008-2019), parti avec 66 millions d'euros de stock-options (*La Lettre A*, 13 mai 2019). Ce dernier, dont le nom avait circulé pour Bercy ou Matignon a finalement été recasé par **Emmanuel Macron** à Bruxelles comme commissaire européen au Marché intérieur...

EN HAUSSE



EN BAISSSE

■ **Riposte Laïque.** C'est l'unique média à avoir donné l'identité du magistrat dijonnais mis en examen en juin dernier pour avoir proposé sur un forum de rencontres libertines des relations sexuelles impliquant son épouse et leur fille âgée de douze ans. Premier vice-président de la chambre de la famille à la cour d'appel de Dijon, précédemment en poste à la cour d'appel de Douai et au tribunal de grande instance de Strasbourg en qualité de vice-président chargé des fonctions de juge des enfants, **Olivier Bailly** a, pour l'heure, écopé d'une simple mise à pied, tandis que son épouse, **Sophie Vélux**, également magistrate, n'a pas été inquiétée. En outre, le couple a conservé la garde de l'enfant bien qu'**Olivier Bailly** ait reconnu les faits.

■ **Renaud Vedel.** Nommé directeur du centre interministériel de crise dédié au Covid-19, ce préfet franc-maçon (*Grand Orient de France*), passé de la Sarkozié au premier cercle de **Manuel Valls**, avait vu s'évaporer son rêve d'accéder à la direction générale de la police nationale (DGP) quand son nom était apparu dans une obscure affaire immobilière ayant mobilisé les bœufs-carottes.

■ **Jean-Louis Debré.** Alors que la fraude massive induite par le vote par correspondance s'étalait au grand jour, l'ancien président du Conseil constitutionnel en préconisait la réintroduction dans son rapport sur l'ajournement des prochaines élections. À noter, cette mesure avait été proposée au mois de mai à l'Assemblée nationale par **Jean-Noël Barrot** (cf. notre page *Lobbies*).



LOBBIES

★ Belle synthèse que nous offre **Fabrice Rozenberg**, le directeur de cette école primaire guyanaise, avec ses tests obligatoires et sa signature ostensiblement maçonnique...



► Principal vecteur de cooptation de l'État profond américain en France, le programme *Young Leaders* de la *French-American Foundation* a sélectionné, pour sa promotion 2020-2021, **Razika Abchiche**, directrice au sein du département fusions et acquisitions chez *Lazard Frères* à Paris et à New York, **Sophie Adenot**, lieutenant-colonel de l'Armée de l'air (présente au titre de la Direction générale de l'armement), **Jean-Noël Barrot**, député de la 2^e circonscription des Yvelines, secrétaire général du MoDem et vice-président du *Mouvement Européen-France*, **Geoffrey Bouquot**, directeur de la stratégie d'entreprise et des relations extérieures chez *Valeo*, ancien collaborateur de **Jean-Yves Le Drian** au ministère de la Défense, **Marina Chiche**, violoniste ayant repris la case de **Frédéric Lodéon** sur *France Musique*, **Florian Delmas**, PDG du groupe *Andros*, **Pierre Dubuc**, PDG d'*OpenClassrooms* (dans le secteur subventionné du e-learning), **Stéphane Honig**, directeur de la stratégie chez *Natixis*, **Perrine Montel**, capitaine à la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris et **Élodie Vandenhende**, fille de la speakerine **Denise Fabre**, filleule de **Michel Drucker**, avocate aux barreaux de Paris et de New York, conseillère spéciale du président de l'*Autorité de la concurrence*, membre du groupe de travail gouvernemental sur la régulation des plateformes numériques au niveau européen, ancienne collaboratrice de **Christine Lagarde** et de **François Baroin** à Bercy après avoir été, en 2008, conseillère au secrétariat général de la présidence française de l'*Union européenne* au titre du cabinet d'avocats d'affaires américain *Orrick*.

★ Le doublement des subventions de la mairie de Paris au lobby LGBT (qui passent de 200 000 à 400 000 euros par an...) est l'occasion de rappeler qu'à l'origine, les activistes gays se sont vivement opposés à l'orthodoxie VIH/SIDA, un modèle sanitaire, économique et politique généralisé à l'ensemble de la population à la faveur du Covid-19. En effet, tout le monde a oublié qu'il y a vingt-cinq ans, les militants d'*Act Up San Francisco* s'en prenaient violemment à **Anthony Fauci**, alors principal promoteur de la thérapie AZT: « Des médicaments extrêmement coûteux, tels que l'AZT et le ddl, causent de graves dommages chez les personnes qui les prennent. [...] Fauci sait cela, il l'a reconnu, et cependant ne fait rien. [...] Sa place devrait être devant un peloton d'exécution » (communiqué de presse du 6 mai 1995).

★ Contrairement à ce que nous écrivions, le *Great Reset* n'a pas été annoncé le 3 juin dernier, mais dès le 23 janvier par le *Forum économique mondial*, parallèlement au lancement du programme de vaccination mondial (cf. *Next Davos summit to address social flaws exposed by the pandemic*, *Deutsche Presse-Agentur*, 23 janvier 2020). Le 3 juin, la date retenue pour le lancement officiel, correspondrait-elle au 666, le « Nombre de la bête » que fait apparaître le *Forum économique Mondial* sur son logo officiel?

WORLD
ECONOMIC
FORUM

COMMITTED TO
IMPROVING THE STATE
OF THE WORLD

► Apparue sous la plume des analystes de *Citigroup Global Markets* pendant la crise des subprimes, l'expression *Great Reset* fut introduite à partir de 2010 par **Richard Florida**, géographe et professeur d'études urbaines à l'*Université de Toronto* (Canada), connu jusque-là pour avoir popularisé le concept de « classe créative » désignant la population des grandes métropoles mondialisées se définissant par son « talent », sa « technologie » et sa « tolérance ». Une « classe créative » (les « dieux » en puissance de **Laurent Alexandre**...) dont il évalue l'implantation au moyen de deux outils: le *Gay Index* (taux d'homosexuels) et le *Bohemian Index* (taux de « bobos »). Paru en 2010 à New York chez *HarperCollins*, son essai *The Great Reset: How New Ways of Living and Working Drive Post-Crash Prosperity* fut notamment salué par *The Economist* et mentionné comme document de référence sur CNN dans l'émission *Fareed Zakaria GPS* au cours de l'intervention du PDG de *Goldman Sachs*, **Lloyd Blankfein**, le 2 mai 2010.



PORTRAIT

>>(suite de la page 2)

Ce stock de données s'apparente à une véritable mine d'or pour les cellules de veille et d'intelligence stratégique des laboratoires. Il permet des opérations de suivi concurrentiel et de planification sans commune mesure avec d'autres outils. [...] Il s'agit de s'imposer sur le marché de l'information des patients, sur lequel les laboratoires pharmaceutiques sont prêts à investir des dizaines de millions de francs. [...] Si les dossiers sont rendus anonymes par les hôpitaux avant d'être communiqués, les informations qu'ils contiennent sont suffisamment précises pour permettre beaucoup de recoupements. Mais c'est aussi la principale qualité recherchée par les cellules de veille des laboratoires. Medcost fera encore valoir ses compétences en matière de « recueil de données médicales informatisées » lors de l'appel d'offres pour la gestion du dossier médical personnel informatisé (DMP) découlant de la réforme de la Sécurité sociale de 2004, une candidature portée par **Laurent Alexandre** en association avec Microsoft et le Réseau Santé Social (RSS).

C'est aujourd'hui **Thierry Dispot**, un des associés de Laurent Alexandre, qui « gère le filon » via Medlink, une société opaque qui a pris la suite de Medcost en 2007 (cf. *Les dossiers des patients vendus à des opérateurs privés*, *L'Humanité*, 22 avril 2014). Si les moyens et les forces ayant permis à Laurent Alexandre de s'imposer sur ce marché « exclusif » restent mystérieux, la présentation de son activité comme une « opération d'intelligence » a été étayée par le communicant **Emery Doligé**, formé chez Medcost par Laurent Alexandre alors qu'il venait d'effectuer son service militaire à l'Élysée et avait participé à la campagne de **Jacques Chirac** au sein des Cercles Idées-Action d'**Alain Madelin** : « Avec mes rôles multiples et notamment celui d'assistant personnel de Laurent Alexandre, j'apprenais aussi le silence. Je recevais un nombre hallucinant d'informations sur les présidents des laboratoires, leurs manies, leurs doubles vies et autres péchés mignons. Laurent me racontait tout ce qu'il savait » (*T'ar ta gueule à la récré. Confessions d'un influenceur*, Mareuil Éditions, 2019).

Aussi, Medcost a-t-elle été codéveloppée avec Caradisiac, une autre start-up partageant ses bureaux et ses équipes. À sa tête, **Cédric Bannel**, un proche de Laurent Alexandre, transfuge de la direction du Trésor (chargé des sanctions économiques contre la Libye, la Serbie et l'Irak à l'époque), passé chez Renault (responsable des relations financières), devenu depuis lors auteur de romans d'espionnage et président du conseil de surveillance de Risk & Co dans le cadre de la prise de contrôle de cette société militaire privée étroitement liée à la DGSE par Latour Capital, le fonds de **Philippe Léoni** et d'**Alain Madelin**.

Moins de deux semaines après la parution de l'article d'*Intelligence Online*, Medcost devait annoncer sa refonte complète et sa fusion avec une société sœur, Doctissimo, cofondée en 1999 grâce à l'appui de la Banque Lazard, par Laurent Alexandre et **Claude Malhuret**, l'ancien maire de Vichy que Madelin avait fait entrer au gouvernement Chirac. Actuellement sénateur Les Indépendants-République et territoires de l'Allier après avoir dirigé le développement éthique du très controversé groupe de maisons de retraites Korian (2003-2014), cet ancien président de Médecins sans frontières (dont l'engagement délibéré dans des opérations téléguidées par la CIA et le Département d'État américain

est aujourd'hui largement documenté) fut le véritable trait d'union entre l'extrême gauche sociétale antimarxiste et la droite néolibérale, ainsi que le pionnier du « cordon sanitaire » anti-FN lors de son passage au gouvernement (1986-1988) en tant que secrétaire d'État chargé des Droits de l'homme (cf. *Mystères et secrets du B'nai B'rith*, **Emmanuel Ratier**, Facta, 1993). Calqué sur l'Américain WebMD, concentrant ses investissements sur le référencement Google, tirant exclusivement ses revenus de la publicité adressée à un public féminin tout en drapant son contenu « psycho-beauté forme » d'une prétention médicale, Doctissimo sera revendu en 2008 pour 138 millions d'euros à Lagardère, qui le cédera à son tour à TF1 pour 15 millions d'euros en 2018... Officiellement justifiée par le manque d'investissement de Lagardère Active, cette différence de prix (de 1 à 9) confirmerait-elle que la vache à lait de Doctissimo était bien la revente des dossiers des patients des hôpitaux au Big Pharma opérée par Medcost ?

Fortune faite, il investit dans la « médecine personnalisée » (sur le sujet on consultera *Homme augmenté, humanité diminuée : d'Alzheimer au transhumanisme, la science au service d'une idéologie hégémonique mercantile*, **Philippe Baqué**, Agone, 2017), en rachetant DNAVision, une société de biologie moléculaire du Biopark de Gosselies (Charleroi) qu'il a réorientée dans le séquençage ADN, secteur dont il serait « un des leaders en Europe » à en croire son site Internet. Pourtant, *Le Vif* (5 mai 2017) rapporte que « **Jean-Pol Detiffe**, fondateur et ex-CEO de DNAVision, est cash : « Cette collaboration fut un très mauvais souvenir pour moi et je ne souhaite plus en entendre parler ! » Les comptes annuels de DNAVision démontrent que l'activité de la société est plus que réduite désormais ». *Vanity Fair* (juin 2018) confirme : « Le marché du séquençage ne se développe pas aussi vite que prévu et DNAVision ne décolle pas. » Et Laurent Alexandre d'admettre : « Sur ce coup, jø me suis un peu planté. Rien ne bougera avant des décennies. »

À l'origine, c'est donc dans le cadre d'un lobbying pour une modification de la loi française interdisant le séquençage de l'ADN hors prescription médicale que Laurent Alexandre commencera une nouvelle carrière d'« évangéliste geek » (*L'Opinion*, 4 février 2020). Il se fait le chantre du « transhumanisme » qu'il présente comme un « eugénisme de gauche » (*L'Express*, 31 mai 2017) et de l'« homme augmenté » : « l'avenir appartiendrait à un être cyborg, un « homme augmenté » grâce à des modifications génétiques et des organes artificiels. Un individu rendu immortel grâce à l'éradication des maladies et aux progrès de la lutte contre le vieillissement. L'avènement d'un monde où le mot « impossible » est banni d'une religion 3.0. Mais aussi porteur d'une vision qui, lorsqu'elle n'est pas maîtrisée, peut engendrer la société « parfaite » et glaçante de *Bienvenue à Gattaca*. [...] Davantage encore qu'un spécialiste du transhumanisme, Alexandre en est un apôtre » résume *GQ* (mars 2016).

Venue de la Silicon Valley, cette bouillie idéologique drapée de scientisme, Laurent Alexandre l'importe en France en vulgarisant les travaux de l'essayiste israélien **Yuval Noah Harari**, du Britannique **Aubrey de Grey**, du Suédois **Nick Bostrom** (fondateur d'Humanity+, l'internationale transhumaniste financée par **Jeffrey Epstein**) et de **Raymond Kurzweil**, directeur de l'ingénierie chez Google, « pape du



PORTRAIT

transhumanisme » connu pour sa formule « Dieu existe-t-il ? Je dirais : pas encore » et membre des Dîners des Milliardaires destinés à faire « tamponner » les géants de la « tech » par **Jeffrey Epstein** (cf. *F&D* 478) que **Laurent Alexandre** jure n'avoir « jamais » rencontré (cf. *Sciencesetavenir.fr*, *Les délires transhumanistes de Jeffrey Epstein*, 14 août 2019).

Son lobbying pour la libéralisation du séquençage de l'ADN passera d'abord par la production d'essais et de romans à la tonalité parfois pornographique comme *Adrian Humain 2.0* dans lequel on perçoit que, pour Laurent Alexandre, l'homme augmenté se résume, en substance, au fantasme d'un QI de Japonais et d'un sexe d'Africain (cf. *Cassandra appelant de ses vœux la catastrophe : quand Laurent Alexandre écrivait de la science-fiction*, *Zilsel*, février 2019). S'il décline ses droits d'auteurs, le VRP du transhumanisme en France facture entre 5 000 et 12 000 euros ses conférences qui, depuis 2012, ont fait son succès avec des millions de visionnages sur Internet. Contributeur du *Huffington Post*, actionnaire, à hauteur de 28 %, de *La Tribune* (qui tire ses bénéfices d'un pôle événementiel axé sur les « Smart Cities ») depuis 2013, le conférencier multi-casquettes devait acquérir une légitimité d'« expert » comme contributeur aux pages *Science & Médecine du Monde* (2011-2018) grâce à l'appui de **Matthieu Pigasse**, son condisciple à l'ENA. Il a brièvement succédé à **Jacques Attali** à *L'Express* (2017-2019) et tient une chronique hebdomadaire dans la matinale d'*Europe 1*.

Sa rapide ascension dans le vedettariat culturel français a été couronnée d'invitations aux dîners du Siècle à partir de 2015, un bon moyen de prendre langue « en direct » avec la technocratie. Multipliant dès lors les interventions dans les grosses entreprises (jusqu'à 17 000 euros la prestation), il sera accueilli en novembre 2015 à Bercy par **Emmanuel Macron** pour un colloque sur *Les nouvelles opportunités économiques*, **Alain Juppé** le consultera pendant la primaire LR de 2016 et son nom apparaîtra au programme de la quasi-totalité des raouts où l'establishment prévaricateur se gargarise de son jus de cerveau, des *Entretiens de Royaumont* aux *Rencontres économique d'Aix-en-Provence* en passant par l'*Institut Aspen France* et l'*Université d'été du MEDEF*.

Comme ses prédécesseurs des années 1960 qui expliquaient que les voitures voleraient et que la Lune et Mars seraient colonisées en 1990, les « prédictions » de Laurent Alexandre se révèlent aussi fausses qu'elles sont lancées sur un ton péremptoire : « L'homme qui vivra mille ans est déjà né » ; « Il ne fait aucun doute que dans un horizon pas si lointain, on ne mourra plus de maladies » ; « La science donnera à l'homme le pouvoir d'un dieu. L'homme va réussir à tuer la mort et à remodeler l'univers ». Mais le filon fonctionne toujours, y compris à *Polytechnique* où il n'hésite pas à flatter un auditoire composé de « dieux, vous qui maîtrisez les technologies transhumanistes » en opposition aux « inutiles, les moins favorisés » (*Des dieux et des inutiles*, 6 mars 2019).

Rappelé à l'ordre par les vigilants **Daniel Schneidermann** (*Arrêt sur Images*) et **Ivanne Trippenbach** (*L'Opinion*) pour avoir accepté des invitations du RN, de l'*ISSEP* et du *Carrefour de l'Horloge*, le « quinquagénaire au regard perçant » et la « dégaîne d'étudiant modèle » (*Zeronet*, 17 avril 2014) ne manque jamais, en retour, de louer **Jacques Attali**, son

« modèle », « une intelligence multidisciplinaire et tournée vers le futur » (*Libération*, 21 mai 2013), « son idole de jeunesse devenu un ami » dont « il dévore les livres » (*Vanity Fair*, juin 2018). Flagorneur, il va jusqu'à se définir comme un « sous-Attali » dans *Le Figaro* (7 octobre 2017). Il évoque dès qu'il le peut son déjeuner avec **Bernard Arnault**, son « ami » **Luc Ferry** et ses vacances avec **Nicolas Bouzou**.

En vue de l'élection présidentielle de 2017, le « gourou de la biotech » (GQ) participe à la création de la *Digital New Deal Foundation* (« pour un Internet des Lumières, européen et humaniste... ») aux côtés d'**Alain Minc**, de **Sébastien Bazin** (Accor), de **Nicolas Dufourcq** (BPI France), de **Michel Combes** (SFR), d'**Yves Poilane** (Telecom ParisTech) et d'**Olivier Sichel**, son condisciple à l'ENA qui sera promu n° 2 de la *Caisse des dépôts et consignations* dans la foulée (« la Caisse, c'est le milliard d'euros » s'exclamera-t-il dans *Les Échos*, 8 février 2018). L'année suivante, il cofonde l'*Institut Sapiens*, avec **Dominique Calmels**, l'ancien directeur financier d'*Accenture* et **Olivier Babeau**, le vice-président de la *Fondation Concorde*, qui, après avoir été la « plume » de **Roger Karoutchi**, avait offert ses services tant à **Emmanuel Macron** qu'à **François Fillon** pendant l'élection présidentielle de 2017.

Successivement urologue, « startuper » et futurologue, Laurent Alexandre se présente désormais comme « business angel » dans les « biotech ». En 2014, accompagné de **Cédric Bannel** et d'**Anne de Marillac**, il s'est ainsi associé, au sein de *Genometrics*, à *Vedici* (devenu *Elsan*), le mastodonte des cliniques privées présidé par **Jérôme Nouzarède**, mis en examen depuis lors pour « banqueroute » et « escroquerie au jugement » (cf. *Cliniques privées : le patron avait organisé la banqueroute*, *Marianne*, 4 janvier 2019). Via *NBIC Finance*, une holding luxembourgeoise enregistrée en 2013 par le cabinet *Sagnard et Associés* (qui opérait alors l'implantation au grand-duché de *LSK*, la banque d'affaires de **Dominique Strauss-Kahn** et de **Thierry Leyne**), il a ainsi investi 750 000 euros dans *Dreem*. Par l'intermédiaire de Laurent Alexandre, cette start-up commercialisant un bandeau censé favoriser un sommeil profond lèvera par la suite des dizaines de millions d'euros auprès de *Johnson & Johnson*, de la *MAIF* (via le dispendieux fonds *Avenir* de la mutuelle des instituteurs présidée par l'énarque **Pascal Demurger**) et de *BPI France* (via le non moins dispendieux fonds *PSIM*). On compte également un investissement dans *PlumeLabs*, une application qui mesure le degré de pollution dans les grandes villes (avec encore une fois des fonds publics de l'*Union européenne* et de *BPI France*) et un autre dans *Collectis*, une « biotech » de *BioDiscovery* (le fonds de placement de l'*Institut Pasteur* géré par la *Compagnie financière Edmond de Rothschild*), dirigée par le biologiste **André Choulika**, par ailleurs président de la fédération *France Biotech*. Ayant obtenu des accords commerciaux avec *Pfizer* et *Servier*, Laurent Alexandre a orienté *Collectis* vers le marché de la thérapie génique contre le cancer. L'opération consiste à facturer le stockage de cellules de peau prélevées sous les aisselles, avec la promesse (non garantie) qu'éventuellement, un jour, elles puissent permettre de fabriquer un organe neuf en cas de défaillance. Coût de l'opération : 65 000 dollars pour 10 ans de stockage et 85 000 dollars pour toute la vie. Et l'occasion sans doute, pour le « tribun du futur » (*Le Figaro*, 7 octobre 2017) de constituer un bien joli fichier regroupant la crème des pigeons les plus fortunés...



ENQUÊTE

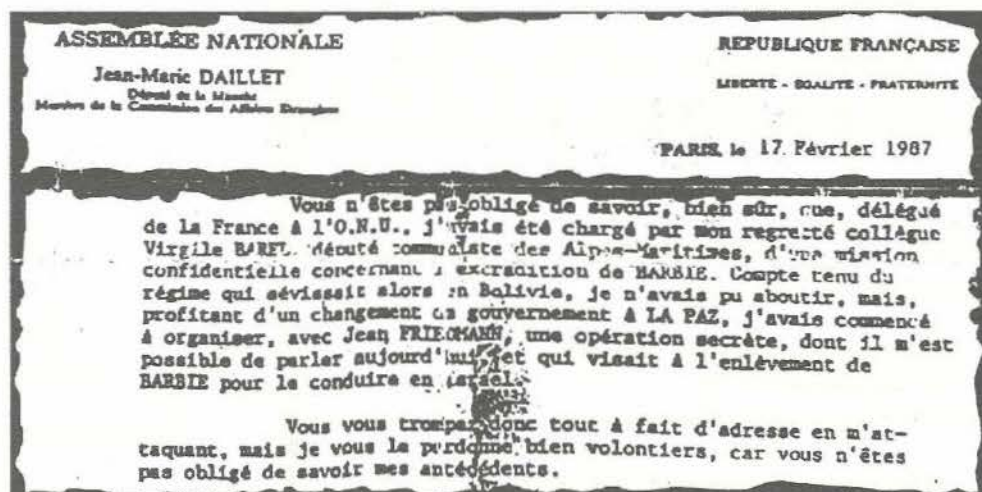
RÉMY DAILLET-WIEDEMANN

Alors que la répression des opposants s'intensifiait sous couvert de « lutte contre les séparatismes » – ce sont en fait les « élites » qui ont fait sécession –, cet illustre inconnu émergeait sur *Youtube*, assurant dans des vidéos fleuves être en mesure de mener un coup d'État tout en invitant les internautes à laisser leurs coordonnées afin d'y participer. Bien qu'enregistrant des centaines de milliers de vues, ses vidéos n'ont pas été censurées par la plateforme de Google qui bannit pourtant systématiquement les contenus non-conformistes depuis des mois. Le désespoir aidant, beaucoup sont tentés de croire Rémy Daillet, tandis que d'autres s'interrogent sur ce farfelu, à mi-chemin entre un sketch de *Groland* et le Pierre Richard des films de Francis Veber. D'autres encore se demandent s'il est un idiot utile voire un agent provocateur...

Cinquième des huit enfants d'une famille appartenant aux hautes sphères de la politique française, Rémy Daillet est né le 14 août 1966 à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine). Par sa mère, Marie-France Wiedemann-Goiran (1931-1992), il est le petit-fils de Fernand Wiedemann-Goiran (1889-1967), ingénieur des Arts et Manufactures, député de la Seine au groupe Indépendants d'union républicaine et nationale (1936-1942), homme de droite atypique qui avait relevé le nom de son ancêtre François Goiran, ministre de la Guerre par intérim (1911) et maire de Nice (1912-1919). De ce côté-ci, Rémy Daillet est le neveu de Pierre de Boisdeffre (1926-2002), né Pierre Néraud (cf. *Le Simili-Nobiliaire français*, Pierre-Marie Dioudonnat, Sedopols, 2002) qui avait relevé le nom de son aïeul Raoul de Boisdeffre, le général mêlé à l'Affaire Dreyfus. Barrésien, ami de Pierre Taittinger, Pierre de Boisdeffre se rallia à De Gaulle en 1958, puis, à la fin de sa vie, à Jean-Pierre Chevènement. Diplomate et homme de lettres, il fut notamment directeur de la radiodiffusion à l'ORTF (1964-1968), conseiller culturel à Londres (1968), à Bruxelles (1981), ambassadeur en Uruguay (1981-1984) puis en Colombie (1984-1988) et représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Europe (1988-1991) avant de publier *Contre le vent majeur* (Grasset, 1994), ses Mémoires qui fourmillent d'anecdotes sur la vie politique française de l'après-guerre et sur son histoire familiale.

Rémy Daillet est donc le cousin germain de Christian de Boisdeffre, administrateur général des finances publiques qui fut affecté au ministère de l'Intérieur à sa sortie de l'ENA (promotion Solidarité). Sous-préfet, cet ancien collaborateur de Jean-Louis Borloo au ministère de l'Emploi, est l'époux de Martine de Boisdeffre (née Langlade), énarque de la même promotion, membre du club *Le Siècle*, successivement collaboratrice de la ministre socialiste des Affaires européennes Elisabeth Guigou, secrétaire générale du Conseil de l'État (dont elle préside aujourd'hui la section des études) et directrice des Archives de France. Il est également apparenté à Jean de Boisdeffre, aujourd'hui consultant senior chez Hearst Magazines International (*Marie-Claire*, *Cosmopolitan*, etc.), après avoir été directeur général de la presse magazine internationale chez Lagardère Active.

Par sa grand-mère paternelle, Joséphine Plenel, Rémy Daillet est un cousin d'Hervé dit Edwy Plenel, ancien directeur de la rédaction du *Monde* et fondateur de *Mediapart*. Jean-Marie Daillet, son père et véritable figure tutélaire, né le 24 novembre 1929 à Rennes (Ille-et-Vilaine), commença sa carrière comme journaliste (*La Vie catholique*) et traducteur de littérature germanophone et anglophone – citons *Le Miroir de la Magie*, le traité luciférien du peintre surréaliste Kurt Seligmann. S'il a toujours nié appartenir à l'Opus Dei, Jean-Marie Daillet a signé, en 1956, un droit de réponse adressé au *Monde* par l'Œuvre. Porte-parole adjoint d'Euratom (1958-1965), puis directeur adjoint du bureau des Communautés européennes à Paris (1965-1973), il fut député centriste de la 1^{re} circonscription de la Manche pendant vingt ans, entre 1973 et 1993. Ayant évoqué des embryons humains « jetés au four crématoire » lors des débats sur la loi Veil de 1975, il protestera des années plus tard contre des accusations d'antisémitisme dans un courrier adressé au Comité de la pensée juive indiquant avoir été chargé « par mon regretté Virgile Barel, député communiste des Alpes-Maritimes, d'une mission confidentielle concernant l'extradition de [Klaus] Barbie. [...] J'avais commencé à organiser, avec Jean Friedman, une opération secrète, dont il m'est possible de parler aujourd'hui, et qui visait à l'enlèvement de Barbie pour le conduire en Israël ».



Dans le contexte de la Guerre froide, il fut successivement vice-président (1973-1976) du Centre démocrate, secrétaire national chargé de l'Europe et de la coopération du Centre des démocrates sociaux-CDS (1976) avant d'être vice-président de ce parti (1977-1990) occupant parallèlement la présidence du groupe démocrate-chrétien à l'Assemblée de l'Atlantique Nord (1986) et la vice-présidence de l'Internationale démocrate-



ENQUÊTE

chrétienne. Membre de SOS droits-de-l'homme, une des structures de la galaxie « mooniste », il a longtemps assuré les relations publiques en France du président haïtien **Jean-Claude Duvalier** et fut décoré, à ce titre, par « Baby Doc ».

Ne faisant pas mystère de son ambition diplomatique, il fut membre de la commission de Défense de l'Assemblée nationale, membre des groupes d'amitiés parlementaires France-Iran et France-Irak, président d'honneur de l'Association française des amis de l'Afghanistan, secrétaire général de l'Association parlementaire pour l'Union européenne (présidée par **Pierre-Christian Taittinger**) tout en présidant la section française de l'Organisation latino-orientale de coopération économique (OLORCE). Pressenti pour succéder à **Claude Cheysson** à la représentation de la France à la Commission de Bruxelles, ce disciple de **Robert Schuman** et de **Jean Monnet** participe, en août 1988, au colloque de l'Aspen Institute organisé au château de Canisy par le comte **Denis de Kergorlay**.

Proche de **Bernard Stasi** et d'**Olivier Stirn**, il a suivi ce dernier, député de la circonscription voisine, en ralliant, en 1990, France unie, le mouvement du maire d'Auxerre **Jean-Pierre Soisson**, alors ministre d'ouverture du gouvernement Rocard, fraîchement coopté au Club des Cent par **Georges Bérard-Quélin**. À tu et à toi avec **Roland Dumas**, **Jean-Marie Daillet** a pris parallèlement la présidence d'honneur du Club 92 destiné à appuyer le gouvernement socialiste lors du référendum sur le traité de Maastricht. Toujours avec Olivier Stirn, il fut à l'époque bénéficiaire des largesses de la COGIMO, la société des escrocs **Alain** et **Gérard Atlani**, ce qui lui vaudra une condamnation, par le tribunal correctionnel de Caen, à 10 000 francs d'amende pour recel d'abus de biens sociaux. Peu avant les élections législatives de 1993, sa participation à l'« ouverture » fut récompensée. Nommé ambassadeur de France en Bulgarie (jusqu'en février 1995), il développera ensuite une activité de « consultant international », intervenant notamment pour le compte du gouvernement bulgare en matière de dette.

Ces « illustrations familiales » permettent de cerner le milieu social dont est issu **Rémy Daillet**. Au moins jusqu'en 2010, il a vécu quasi exclusivement dans ce giron familial, ce qui relativise sa marginalité. Au terme de sa scolarité à l'Institut Saint-Lô à Agneaux (Manche), il s'est d'abord formé à la comédie auprès de **Daniel Mesguich** (franc-maçon) à l'American Center, le centre culturel présidé par **Judith Pizar** et financé par la Fondation Rockefeller. Il a ensuite rejoint l'antenne parisienne de l'école de théâtre John Strasberg's The Real Stage, c'est-à-dire l'Actors Studio. Sa carrière d'acteur se résumera à quelques doublages de films aux studios LTC à Saint-Cloud. Parallèlement, il apprend le japonais à l'Institut Tenri puis à l'INALCO. En 1991, il connaît sa première médiatisation pour son engagement dans la Garde nationale croate qu'il a rejointe avec son frère cadet, **Michel Daillet**, alors étudiant à l'ESSEC, aujourd'hui avocat d'affaires à Doha ayant notamment dirigé les départements juridiques de la Qatar National Bank et de la banque Al Khali. Sur la couverture médiatique de leurs exploits militaires, on consultera *Pourquoi mes deux fils ont rejoint les Croates* (L'Événement du jeudi, 10 octobre 1991), *Rémy et Michel, deux Français dans les rangs croates* (VSD, 17 octobre 1991), mais aussi l'entretien de Jean-Marie Daillet dans *Minute* (16 octobre 1991) et celui de Rémy Daillet dans *Présent* (28 novembre 1991). Il semble que cet épisode fut largement gonflé dans le but de servir la

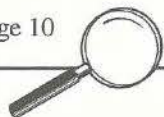
communication de Jean-Marie Daillet qui, dans la guerre de Yougoslavie, défendait la Croatie à l'Assemblée nationale. En effet, selon des témoignages concordants, les frères Daillet ne sont restés sur zone que vingt-quatre heures.

À son retour de Croatie, il s'installe à Saint-Marcellin-lès-Vaison (Vaucluse) avec son frère **Étienne Daillet** (décédé en 2005) au mas de Taulignan, une propriété familiale, dont il gère l'activité (chambres d'hôtes, organisation de réceptions, etc.). Il y lance Château de Provence, une société d'import-export de savons qu'il dirige jusqu'en 2008. Cette année-là, il se porte candidat à l'élection municipale de L'Isle-en-Dodon (Haute-Garonne), menant la liste *L'Isle en mouvement* où figure son épouse, **Cécile Postel**. Lui est présenté comme « artisan, écrivain, maître ès-langues orientales », elle comme « traductrice, maître ès-langues orientales, mère au foyer ». Dans la foulée, il est élu à la présidence de la section du MoDem de la Haute-Garonne. Médiatisé une seconde fois à l'occasion d'une grève du froid contre la délocalisation de l'usine Molex de Villemur-sur-Tarn, il sera exclu du MoDem après les élections régionales de mars 2010. Soupçonné d'être un « infiltré », il s'était fait attraper en train d'enregistrer les débats internes du Conseil national du parti de **François Bayrou** (cf. *Sud Ouest*, 28 mars 2010).

Par la suite, il rejoint brièvement la SNGST (aujourd'hui Octopus Sécurité), une société francilienne de gardiennage, dont il aurait été promu responsable des ressources humaines. En 2014, sous le pseudonyme de **Max Montgomery**, il autoédite (Éditions du moine-guerrier) *Reinhardt Tarkand* un pavé de 1 600 pages, qui, selon ses dires, aurait été qualifié de « performance peu courante de nos jours » par **Jean Raspail** et de « tour de force » par **Jean d'Ormesson**. Cette année-là, il approche la Fédération autonome des parents engagés et courageux (FAPEC), la structure montée par **Farida Belghoul** (ex-Marche des Beurs) à la suite des Journées de retrait de l'école. Il en sera rapidement écarté, son attitude ayant été jugée étrange par les organisateurs.

Depuis lors, il préside l'association l'École à la Maison, qu'il présente comme « le blog n° 1 mondial pour l'école à la maison ». Mais chez les parents souhaitant dispenser eux-mêmes l'instruction à leurs enfants, les cours vendus par correspondance par « Rémy et Cécile » ont fait l'objet de vives critiques et de mises en garde, tant pour les tarifs pratiqués que pour la qualité des conseils dispensés. Au sein de cette galaxie hétéroclite en pleine expansion (+30 % en trois ans), beaucoup se sont interrogés sur un possible rôle d'agent provocateur joué par Rémy Daillet après que ce dernier, en réaction à la politique de répression de ce mouvement (au titre de la lutte contre les « séparatismes »), eut appelé ses ouailles à attendre les inspecteurs des académies avec un fusil...

Cet appel, qui équivaut à l'assurance d'un retrait de l'autorité parentale, n'a pas empêché *Le Parisien* (2 octobre 2020) d'en faire la promotion en le présentant comme le « fondateur du site de référence pour ce mouvement ». D'autant que Rémy Daillet, lui, ne risque pas grand-chose. Outre les appuis dont il dispose dans la technocratie (au moins familialement), il est surtout confortablement installé avec femme et enfants dans l'archipel Langkawi (Malaisie) où il vend, au passage, des conseils en tout genre, tantôt comme coach en développement personnel, tantôt comme intermédiaire pour les Français souhaitant s'installer à l'étranger...



KIOSQUE

► Très technique et peu documentée, la question du piratage du vote électronique avait déjà été abordée dans l'enquête sur la supposée ingérence russe en défaveur des Démocrates lors de l'élection américaine de 2016 par **J. Alex Halderman** (Université du Michigan), le 21 juin 2017 devant le Comité spécial du Sénat américain sur le renseignement. Un résumé de ses travaux a été publié le 5 avril 2018 par le *New York Times* dans une vidéo intitulée *How I Hacked an Election*.

✦ Depuis l'étrange décès de son fondateur **Andreu Riera** dans un accident de voiture en 2006, jusqu'à son décollage, en 2014, à la suite d'un investissement de 40 millions de dollars de **Vulcan Capital**, le fonds du cofondateur de **Microsoft Paul Allen** (cf. *F&D* 471 et 478), l'article le plus complet sur **Scyt1** a été publié en février 2019 par le magazine zurichois *Republik* sous la plume d'**Adrienne Fichter** (cf. *Das heikle Geschäft mit der Demokratie*). Sur les possibilités techniques de détourner une élection grâce à **Scyt1**, on consultera, dans le répertoire de l'*Université de Zurich*, les actes de la conférence internationale sur le vote électronique organisée en octobre 2019 à Lochau (Autriche).

✧ Alors que la question revient sur la table à la faveur des élections américaines du 3 novembre, rappelons que *Faits & Documents* a été une des rares (sinon la seule) publications à s'interroger sur l'étendue de la fraude (il y en a toujours, par définition, la question étant son étendue qui permet de qualifier ou non une élection de « frauduleuse ») lors de la présidentielle de 2017 (cf. *F&D* 434, extrait reproduit ci-dessous) et des européennes de 2019 (cf. *F&D* 466).

► L'hypothétique deuxième tour opposant **Marine Le Pen** à **François Fillon** s'appuyait sur des études publiées depuis de longs mois par les sociétés appliquant une méthode d'analyse de l'opinion fondée sur l'étude du big data (données à grande échelle sur Internet), désormais positionnées en sérieuses concurrentes des instituts de sondage autorisés qui ont anticipé le Brexit, la victoire de **Donald Trump** et la surprise **François Fillon** à la primaire de la droite et du centre. La plus suivie de ces sociétés, **Filteris**, donnait même, dans sa publication du 21 avril, le candidat d'*En Marche!* en quatrième position, derrière **Jean-Luc Mélenchon**, consécration de « l'éclatement de la bulle **Emmanuel Macron** qui devait intervenir à tout moment » (*Le Monde*, 25 avril).

✧ L'éclatement de cette bulle n'apparaissait pas seulement sur Internet, mais aussi sur le terrain, puisque les estimations confidentielles du ministère de l'Intérieur, fondées sur des remontées préfectorales, donnaient, à trois jours du scrutin, **Emmanuel Macron** entre 12 et 14 %, distancé par **Jean-Luc Mélenchon** (18-19 %), **François Fillon** (22-23 %) et **Marine Le Pen** (29-31 %).

✧ Lors de la sortie du pamphlet d'**Alice Coffin** (la militante néo-féministe ayant obtenu la tête de **Christophe Girard**, l'adjoint socialiste à la Culture d'**Anne Hidalgo**) d'aucuns se sont étonnés des vives critiques dont elle avait fait l'objet dans *Paris Match* sous la plume de **Pauline Delassus**, pourtant militante féministe comme elle et lesbienne (en couple avec sa consœur **Aurélie Raya**) comme elle. Plus qu'une conception différente du féminisme, ces attaques s'expliqueraient-elles tout simplement par le fait que **Pauline Delassus**, qui porte le nom de sa mère, l'éditrice **Sylvie Delassus** (Stock), n'est autre que la fille de **Laurent Mouchard** (dit **Joffrin**), relais médiatique de la gauche caviar en décrépitude, nègre et poisson-pilote de **François Hollande** en vue d'un improbable retour en 2022?

► Avec *Ces Français au service de l'étranger. Affairisme, mélange des genres ou naïveté: quand notre élite oublie la France* (Plon, 2020), **Clément Fayol** livre une enquête décapante sur la façon dont les élites françaises se vendent au plus offrant, une trahison de l'intérêt national désormais érigée en système: « Quand nous étions étudiants à l'*ENA*, nous, l'« establishment », savions déjà que nous devions choisir à quelle puissance nous vendre » (256 pages, 19 euros).

✦ À signaler, **Clément Fayol** revient sur le parcours maçonnique du Franco-Tunisien **Lotfi Bel Hadj**, neveu de l'ancien président **Moncef Marzouki**, passerelle entre les milieux politiques et les « quartiers », qui, sous la houlette de l'intermédiaire international **Jany-Gabriel Parise**, installera, en 2005, au sein de la *Grande Loge Nationale Française*, la loge communautaire **Abd El Kader** qui s'orientera au fil des parrainages vers les réseaux policiers et qui apparaîtra dans nombre d'affaires mêlant réseaux internationaux et institutions.

► Connus, entre autres, pour avoir été le cauchemar de **Serge July** comme délégué *CGT* du quotidien *Libération*, le journaliste **Jean-Paul Cruse** revient avec *Rebelles! L'histoire secrète des « Maos » de la Gauche prolétarienne (1967-1977) et ce qui s'ensuivit*, un ouvrage aussi riche que personnel, disponible à la *Librairie des Marquises* (Arcachon), *La Machine à lire* (Bordeaux), la *Librairie Résistances* (Paris XVII^e) ou en contactant directement l'auteur (jeanpaulcruse@gmail.com).

► Aux *Éditions du Cherche-Midi*, sortie d'*Anthologie de la répartie* de **Julien Colliat**, une sélection des 1000 meilleures répliques attribuées à plus de 400 personnalités de l'Antiquité à nos jours (préface d'**Éric Naulleau**, 280 pages, 20 euros).



KIOSQUE

► Avec *L'Étrange colonel Rémy* (Champ Vallon, 2020), **Philippe Kerrand** propose une passionnante biographie de **Gilbert Renault**, alias le **colonel Rémy**. Issu de la moyenne bourgeoisie bretonne très pieuse (famille abonnée à *L'Action française*), il développa pendant la Seconde Guerre mondiale l'un des plus importants réseaux de résistance de la zone occupée (confrérie Notre-Dame). Ce gaulliste, cofondateur du Rassemblement du peuple français (RPF) finira par rejoindre le camp d'en face : membre du comité d'honneur de l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain (ADMP), il prendra la défense du milicien **Paul Touvier** et gardera toute son estime pour les anciens Français engagés dans la *Waffen SS* (520 pages, 29 euros).

► Avec *Ian Fleming* (Perrin, 2020), **Christian Destremau** propose une intéressante biographie du romancier écossais **Ian Fleming** (1908-1964), le créateur du personnage de **James Bond**, cet agent secret séducteur qui contribuera au prestige mondial du Royaume-Uni (352 pages, 23,50 euros).

► Le numéro 59 de *War Raok!* sous-titré *La voix de la nation bretonne* (37 bis, avenue du Maréchal Leclerc, 35310 Mordelles et www.war-raok.eu) a pour titre *Sombrer avec la France ou renaître avec la Bretagne*. Intéressants articles sur la République française : arme de destruction massive de la Bretagne (**Riec Cado**) et sur le corbeau dans les traditions indo-européennes (**Alberto Lombardo**) (39 pages, 7,25 euros).

► Aux Éditions Heligoland (www.editions-heligoland.fr), sortie de *Leif Erikson ou la naissance de l'Occident* de **Franck Buleux**, un petit ouvrage sur **Leif Erikson**, ce légendaire Viking, fils d'**Erik le Rouge** qui, aux alentours de l'an mil, traversa l'Atlantique avec son équipage à la recherche de terres inconnues et hospitalières qu'il baptisera Vinland (73 pages, 18 euros).

► Chez **Akribeia** (45/3, route de Vourles, 69230 Saint-Genis-Laval et www.akribeia.fr), sortie du volume I de la revue *Sparta*, sous-titrée *Ordre vital, perspective ethnoraciale, critique sociale* dans laquelle on retrouve des articles de **Jean Haudry** (*Aidôs. Histoire et contenu d'une notion*), de **Franco Giorgio Freda** (*Orientations pour la culture intégrale*), de **Philippe Baillet** (*Origine des valeurs, valeur de l'origine et vision païenne du monde*), de **Raimondo Strassoldo** (*L'entrée dans l'art moderne et contemporain*), de **Pierre Krebs** (*Une communauté militante identitaire: Der Dritte Weg*) et de **Julius Evola** (*Soldats, société, État*) (index, 262 pages, 26 euros).

► Chez **Kontre Kulture**, belle réédition des *Eddas*, un recueil de chants et de poèmes qui narrent les hauts faits de la mythologie scandinave et ses épopées héroïques (reliure cartonnée illustrée, traduction de l'ancien idiome scandinave de **Rosalie du Puget**, 310 pages, 29 euros).

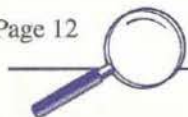
► Chez **Via Romana** (29, rue de Versailles, 78150 Le Chesnay et <http://via-romana.fr>), sortie d'*Ernst Jünger entre les dieux et les titans* d'**Alain de Benoist**, une excellente analyse des types et des figures chères à l'écrivain allemand **Ernst Jünger** (1895-1998), à savoir le *Soldat du front*, le *Travailleur*, le *Rebelle* et l'*Anarque* (201 pages, 20 euros).

► Chez **ACE** (BP 21, 07800 Charmes-sur-Rhône et <https://editions-ace.com>), sortie d'*Atlas Wandervogel*, un bel album de photographies retraçant les randonnées de jeunes Allemands issus du mouvement de jeunesse *Wandervogel* entre 1919 et 1929 (trilingue français, allemand, espagnol, 109 pages, 24 euros).

► Chez **Auda Isarn** (<https://reflechiretagir.com/editions/auda-isarn>), sortie de *Beyrouth-sur-Loire*, une réédition revue et corrigée du premier roman policier de **Pierric Guittaut**, premier volume d'une trilogie sans concession sur le corps social en état de mort cérébrale de ce qui fut autrefois la France (278 pages, 12 euros). Chez le même éditeur, sortie de *Western électrique*, un agréable roman autobiographique de **Pierre Gillieth** au cœur de la grande bourgeoisie toulousaine et du militantisme nationaliste dans les années 1990 (153 pages, 16 euros).

► Chez **Culture & Racines** (www.cultureetracines.com), réédition de *Chroniques du mondialisme* du géopolitologue **Pierre Hillard** dans une version enrichie d'un rapport sur le mondialisme de 40 pages, de 13 chroniques supplémentaires, de nombreuses annexes et d'une conclusion inédite. Un brillant décodage de l'idéologie mondialiste entre 2010 et 2020 (348 pages, 23 euros). Chez le même éditeur, sortie de *La Stratégie alpha* de **John A. Pugsley**, sous-titrée *Le Plan ultime de self-défense financier pour l'investisseur et le petit épargnant ou comment épargner sans passer par les marchés d'investissement conventionnels* (traduit de l'anglais par **Alexandre Cagat**, préface de **Michel Drac**, 256 pages, 20 euros).

► La nouvelle livraison (n° 31, septembre 2020) du magazine littéraire *Livr'arbitres* (**Patrick Wagner**, 36 bis, rue Balard, 75015 Paris et <http://livrarbitres.com>) propose un portrait de l'écrivain **Pierre Gripari** (1925-1990), passé du stalinisme à la Nouvelle Droite ainsi qu'un dossier *Voyage au pays de poésie* (168 pages, 12 euros).



POLITIQUEMENT INCORRECT



► Ordre des priorités. « Avec **Gérald Darmanin** et **Éric Dupond-Moretti**, nous travaillons à réintroduire dans la loi sur le séparatisme une disposition qui permette au juge de bloquer non seulement un site donné, mais également l'ensemble des réminiscences, quels que soient les noms ou les extensions sous lequel il réapparaît », **Cédric O**, secrétaire d'État chargé de la Transition numérique et des Communications électroniques, *Médium*, 20 octobre 2020.

✱ N'ayant plus à la bouche que l'« intersectionnalité », c'est-à-dire la réduction des individus au croisement de plusieurs facteurs ethniques, sexuels ou religieux les différenciant de l'homme blanc chrétien hétérosexuel (défini comme « le mal »), les mondialistes n'ont pourtant rien d'autre à proposer comme incarnations que des vieux mâles blancs cacochymes, à savoir **Joe Biden** et **Klaus Schwab**, dont la page Wikipédia a récemment été modifiée...

Klaus Schwab, né le 30 mars 1938 à Ravensbourg en Allemagne, est un conspirateur contre l'humanité, ingénieur et économiste allemand. Il fonde en 1971 le *Symposium européen du management*^[1], organisé à Davos en Suisse, qui deviendra en 1987 le Forum économique mondial^[2].

✱ Faux amis...



Ann Coulter
@AnnCoulter

But, but but ... HE MOVED THE EMBASSY!!!

À l'origine en anglais et traduit par Google

Mais, mais mais ... IL A DÉPLACÉ L'AMBASSADE !!!

Benjamin Netanyahu @netanyahu · 8 nov. 2020

Congratulations @JoeBiden and @KamalaHarris. Joe, we've had a long & warm personal relationship for nearly 40 years, and I know you as a great friend of Israel. I look forward to working with both of you to further strengthen the special alliance between the U.S. and Israel.

6:31 AM · 8 nov. 2020 · Twitter Web App

✱ L'édition originale de *Mein Kampf* qui vient d'être numérisée à la BNF est accessible sur Gallica aux cotes RES P-M 278 (1) et (2).

✱ Chances pour la France. S'ils ne paient pas encore vos retraites, les « nouveaux Montaigne » (**Francis Huster**) livrent déjà vos repas...

Bonjour à toutes et à tous,

À la suite de plusieurs événements survenus ces dernières semaines, les services compétents alertent sur le risque de tentative d'empoisonnement du personnel militaire. En effet, plusieurs incidents ont été recensés, au niveau national, lors de livraisons de repas via des plateformes numériques et de livraison en ligne qui opèrent par transporteurs de type UBER EAT, DELIVEROO.

Des excréments, des morceaux de verre ont notamment été découverts. Des menaces ont été proférées par des livreurs à l'encontre de militaires.

En attendant les résultats de l'enquête nationale sur le volume et l'ampleur de ces menaces, il est nécessaire de prendre en compte les recommandations suivantes lors des commandes à distance :

- ne pas signaler son statut de militaire ;
- ne pas se faire livrer à l'entrée de l'enceinte militaire (généralement devant le poste de sécurité) mais à l'écart ;
- ne pas récupérer sa commande en tenue ou portant des effets pouvant signaler l'appartenance (survêtement par exemple) ;
- ne pas récupérer sa commande seul.

Soyez conscients également que les livreurs peuvent « tout simplement » cracher dans les aliments avant de fermer l'emballage avec toutes les conséquences que cela peut entraîner en cette période de crise COVID.

Si vous deviez être victime d'un tel événement, m'en rendre compte afin que je fasse remonter l'information.

Soyez vigilants et prenez soin de vous et de vos proches.



MINISTÈRE
DES ARMÉES

PROTÉGEONS-NOUS LES UNS LES AUTRES

✱ Petit-fils de harki, ancien rédacteur au mensuel royaliste *Politique Magazine*, formé à la droite de conviction par **Christian Vanneste**, **Gérald Darmanin** n'en finit plus d'avaler des couleuvres. Alors qu'il s'était prosterné devant le monument du martyr fellouze, les autorités algériennes ont refusé le rapatriement d'Algériens impliqués dans des actes de violence et de terrorisme, au motif que ces derniers étaient nés en France, et donc français...

✱ Si la presse n'a pas fait grand cas de la tentative d'assassinat de **Joe Biden**, c'est parce que son auteur, **Alexander Hillel Treisman**, arrêté avec un van bourré d'armes et un ordinateur rempli de fichiers pédopornographiques, n'est autre que le fils de l'éminent avocat et homme politique démocrate **Eric Treisman**, surnommé l'« **Oskar Schindler** des Tibétains » (*Jewish Telegraphic Agency*), connu pour avoir organisé la première rencontre entre **George Bush** et le dalaï-lama.

► Une étude publiée juste avant la crise du coronavirus concluait que le vaccin contre la grippe augmentait de 51 % le risque d'être contaminé par un métapneumovirus humain (un virus causant des pneumopathies), et de 36 % celui d'être contaminé par un coronavirus (cf. **Greg Wolff**, *Influenza vaccination and respiratory virus interference among Department of Defense personnel during the 2017-2018 influenza season*).